

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
Unité – Dignité- Travail



**DISCOURS DE SON EXCELLENCE MAITRE NICOLAS
TIANGAYE, PREMIER MINISTRE, CHEF DU GOUVERNEMENT
D'UNION NATIONALE DE TRANSITION**

A

**LA 68^{ème} SESSION ORDINAIRE DE L'ASSEMBLEE GENERALE
DES NATIONS-UNIES**

New-York, 26 Septembre 2013

Monsieur le Président,
Monsieur le Secrétaire Général,
Mesdames et Messieurs,

La thématique retenue pour la 68^{ème} session de l'Assemblée Générale des Nations Unies est : « le développement post 2015 : plantons le décor ».

L'atteinte des objectifs du millénaire pour le Développement étant compromise pour la République Centrafricaine en raison de la crise qu'elle traverse, permettez-moi de consacrer exclusivement mon discours sur la situation qui prévaut dans mon pays.

Au moment où les dirigeants des différentes nations se retrouvent à New York pour partager les préoccupations d'un monde de plus en plus caractérisé par des violences, la haine, l'extrême pauvreté et les conflits armés avec une cohorte de désolation pour les peuples soumis à une souffrance indescriptible, j'ai ce pénible devoir de prendre la parole en tant que Premier Ministre, Chef du Gouvernement d'Union Nationale de Transition de la République Centrafricaine, pour parler du haut de cette tribune de l'Organisation des Nations Unies, du drame humain que connaît le peuple centrafricain et dont la souffrance semble être oubliée par la Communauté Internationale.

Je voudrais tout d'abord, vous adresser, Excellence Docteur **John W. ASHE**, au nom de la délégation qui m'accompagne et en mon nom propre, mes vives félicitations pour votre brillante élection à la présidence de cette 68^{ème} session ordinaire de l'Assemblée Générale de notre Organisation.

Je tiens à saluer aussi au passage le travail remarquable accompli sous l'autorité de Son Excellence **Vuk JEREMIC**, Président de la 67^{ème} Session.

Je tiens également à exprimer toute ma gratitude à son Excellence Monsieur **BAN KI MOON**, Secrétaire Général des Nations Unies, pour son dynamisme, son pragmatisme, et surtout pour l'attention particulière qu'il ne cesse de porter à mon pays et au peuple centrafricain.

Je ne peux m'empêcher de rendre un hommage mérité à l'endroit des Chefs d'Etat de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC), de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) qui n'ont cessé d'aider mon pays empêtré dans une crise multiforme, à l'Organisation des Nations Unies, à l'Union Européenne, à l'Organisation Internationale de la Francophonie et à la France pour leur soutien constant à la République Centrafricaine pendant des moments de dures épreuves.

Ces remerciements s'adressent également au Gouvernement Américain qui s'est engagé à nos côtés dans la lutte contre l'Armée de Résistance du Seigneur, la LRA de Joseph KONY.

Nous avons appris la douloureuse nouvelle de l'attaque terroriste dont Nairobi a été le théâtre au moment où nous nous réunissons à New York. Mon pays condamne ces attaques aveugles et adresse ses condoléances aux familles éprouvées et au peuple kényan.

Le drame que vit le peuple syrien depuis plus de deux ans doit interpeller la communauté internationale. L'utilisation des armes chimiques contre les populations civiles doit être fermement condamnée. C'est pourquoi mon pays souscrit aux actions en cours en vue du démantèlement de l'arsenal chimique en Syrie en privilégiant l'option diplomatique de la résolution de cette crise.

Monsieur le Président,

Si l'Afrique se singularise par des actes de violences de tous ordres, ce continent nous offre néanmoins des raisons d'espérer puisqu'il y a quelques jours, nous avons assisté au Mali à l'élection du Président Ibrahim Boubakar Keita dans un pays en proie à une crise ayant sapé les fondements de son unité nationale. Que celui-ci accepte nos vives félicitations et trouve ici l'expression de notre indéfectible encouragement pour la restauration de la paix et l'enracinement de la démocratie dans son pays.

Monsieur le Président,

En un demi – siècle d'indépendance, la République Centrafricaine a connu une série de crises politico-militaires cycliques, ayant conduit à des changements successifs de régimes politiques. Ces crises récurrentes ont créé ces dernières décennies, une instabilité quasi permanente, qui a entraîné une dégénérescence de l'Etat.

Les causes endogènes de cette situation découlent de la fragilité de l'Etat, d'un déficit de dialogue politique, du non-respect des engagements pris dans la gestion des affaires publiques, du refus de l'alternance, du clanisme, du tribalisme, du népotisme et de la politique d'exclusion.

Ces causes se combinent aujourd'hui avec des phénomènes nouveaux, jamais connus en République Centrafricaine : les tensions inter – ethniques et inter – religieuses passionnelles, nous rappellent les drames vécus par certains pays africains.

Les causes exogènes trouvent leurs sources dans les effets collatéraux de la crise du Darfour, de la Libye, le long conflit du Soudan qui a abouti à l'indépendance du Soudan du Sud, le conflit en République Démocratique du Congo, les agrégats résiduels des anciennes rébellions tchadiennes et les agissements terroristes de la LRA de **Joseph KONY** dans l'extrême Sud-est du pays. Ces différents troubles favorisent la circulation d'un important flux d'armes de guerre de tout calibre dont les effets combinés pèsent lourdement sur la situation sécuritaire et humanitaire en République Centrafricaine, causant des graves violations des droits de l'homme : massacres des populations civiles, enlèvements, exécutions sommaires, viols collectifs, pillages à grande échelle, incendies volontaires des habitations privées, des édifices publics et des greniers sans parler des profanations des lieux de cultes, de la dégradation des ressources naturelles et de la faune.

La République Centrafricaine se trouve ainsi confrontée à des défis multiformes qui exigent des mesures immédiates en vue :

- du rétablissement de la sécurité des personnes et des biens sur l'ensemble du territoire ;
- de la protection et de l'assistance humanitaire au profit des populations vulnérables, y compris les déplacés internes et les réfugiés ;
- du redéploiement de l'administration sur toute l'étendue du territoire ;
- du rétablissement de la cohésion sociale et de la concorde nationale ;
- de la relance de l'économie et de la gestion des finances publiques et
- de l'organisation des élections générales.

D'ici 2015, le Gouvernement entend mettre en œuvre, conformément aux engagements pris devant les Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEEAC, les conditions d'un retour à la sécurité, à la paix, et à l'ordre constitutionnel.

Il s'agit, au sortir de la période de transition apaisée que chaque citoyen centrafricain appelle de ses vœux, de faire de la République Centrafricaine, un pays où la sécurité et la paix seront garanties dans tous les secteurs de la vie politique, économique et sociale, à la faveur d'une opération de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (DDR), menée avec succès, l'organisation des élections libres, transparentes et crédibles permettant de désigner les futures autorités légitimes du pays.

Dans le respect des différents engagements pris sur la base de l'Accord Politique de Libreville du 11 Janvier 2013 et de la Déclaration de N'Djamena du 18 Avril 2013, sous l'égide des Chefs d'Etat de la CEEAC, nous avons procédé à la mise en place des différentes institutions de la transition :

- le Gouvernement d'Union Nationale de Transition respectant l'équilibre géographique et politique ;
- le Conseil National de Transition, organe constituant et législatif de transition ;
- l'adoption et la promulgation de la Charte Constitutionnelle de Transition ;
- l'adoption et la promulgation de la loi organique relative à la Cour Constitutionnelle de transition.
- La prestation de serment et l'installation des membres de la Cour Constitutionnelle de Transition ;
- La prestation de serment du Chef de l'Etat de la Transition.

La dernière institution, à savoir le Haut Conseil de la Communication sera mise en place prochainement.

L'organisation des prochaines échéances électorales sera confiée à l'Autorité Nationale des Elections. La mise en place de ce nouvel organe de gestion des élections aura lieu dans les prochains jours.

Les orientations du Gouvernement portent sur la restauration et la refondation des forces de défense et de sécurité avec l'aide de la communauté internationale. Cette restauration ne peut être crédible que si les conditions de base sont remplies.

Le Chef de l'Etat de la Transition et le Gouvernement d'Union Nationale de Transition s'attèlent à cette tâche difficile.

A la suite des exactions, des tueries et des pillages dont les quartiers de Boyrabe et de Boeing ont été le théâtre à Bangui, des mesures ont été prises pour interdire aux ex -Séléka d'assurer le maintien de l'ordre.

Désormais cette mission incombe exclusivement à la Gendarmerie et à la Police.

Il a été organisé une cérémonie de réconciliation entre les officiers des Forces Armées Centrafricaines (FACA) et ceux de l'ex - rébellion de la Séléka.

La coalition Séléka ayant été dissoute, on entre dans une dynamique de fusion de cette dernière et des Forces Armées Centrafricaines.

S'agissant du cantonnement des éléments de l'ex - Séléka, quinze (15) sites ont été retenus en provinces, pour l'identification, le désarmement et la sélection de ceux qui sont aptes au métier des armes.

C'est au moment où ces efforts sont en train de se faire pour ramener la paix et la sécurité dans mon pays, qu'une nouvelle flambée de violence a éclaté à dans certaines préfectures de la République Centrafricaine à Bossangoa et à Bouca, entraînant des affrontements armés entre les éléments de l'ex - Séléka et des

bandes organisées en groupes d'auto - défense, se présentant comme des partisans de l'ancien président en vue de la reconquête du pouvoir.

Des familles de confession musulmane ont été massacrées, ce qui a entraîné des représailles d'une rare cruauté de la part des ex - Séléka à l'encontre des populations chrétiennes et des paisibles citoyens.

C'est pour cela que le Chef de l'Etat de la Transition en accord avec le Gouvernement d'Union Nationale a pris des mesures en dix (10) actes forts en vue du renforcement de la sécurité :

- La nomination au Ministère de la Sécurité d'une personnalité de la société civile.
- l'arrestation et la traduction des auteurs des crimes, exactions et pillages des quartiers Boy - Rabe et Boeing ainsi que la condamnation de seize (16) éléments de l'ex - Séléka à 8 ans de prison ferme, le Gouvernement confirmant ainsi sa détermination à lutter contre l'impunité.
- la décision de confier toutes les opérations de maintien de l'ordre aux seules forces de la Police et de la Gendarmerie ;
- le placement de la gendarmerie et de la police sous tutelle du Ministère de la Sécurité Publique en vue de mutualiser les moyens en hommes et en matériels pour assurer efficacement la sécurité sur toute l'étendue du territoire ;
- la dissolution de l'ex - coalition Séléka et de la Convention des Patriotes pour la Justice et le Progrès (CPJP).
- les opérations de déguerpissement des éléments de la Séléka dans les commissariats de police, les maisons des particuliers et de certains bâtiments administratifs, afin de rétablir la sécurité sur l'ensemble du territoire.
- La reprise de service par les policiers dans les commissariats longtemps occupés par des hommes de l'ex - Séléka avec comme corollaire la libération de personnes arrêtées illégalement par ces derniers.
- Le lancement des opérations de désarmement forcé des éléments de l'ex - Séléka qui refusent leur cantonnement dans les casernes retenues.
- le transfert des éléments désarmés de l'ex - Séléka au nombre de 1 200 hommes vers deux (2) sites en province, à Sibut et Bossembélé dans l'attente du programme Désarmement Démobilisation Réinsertion ;
- l'ouverture du dialogue social par le Chef de l'Etat de la transition à travers de multiples rencontres avec les différentes couches sociales, notamment les populations victimes des sévices de l'ex - Séléka.

Monsieur le Président,

Le Rapport du Secrétaire Général des Nations Unies du 15 Août 2013, sur la situation en République Centrafricaine dresse un tableau sombre et chaotique de la situation humanitaire et sécuritaire qui révèle la réalité concrète que vit quotidiennement le peuple centrafricain.

En effet, les affrontements armés depuis le début du mois d'août dans le nord-ouest ont détérioré considérablement la situation humanitaire dans la région du fait des affrontements entre les éléments de l'ex- Séléka avec les éléments se réclamant de l'ex-Président et des groupes d'auto-défense . Il est important de noter qu'à l'heure actuelle, la situation humanitaire est catastrophique et se présente de la manière suivante :

4,6 millions de Centrafricains sont touchés par la crise, c'est-à-dire la totalité de la population du pays.

1,6 millions d'entre eux sont des déplacés internes et ont « cruellement besoin d'aide ».

60.000 enfants risquent de mourir de malnutrition.

62.000 personnes ont cherché refuge dans les pays voisins, dont 40.500 principalement en République Démocratique du Congo.

650. 000 enfants au moins ne peuvent pas se rendre à l'école.

484. 000 habitants (10,5 % de la population) sont en situation d'insécurité alimentaire sévère.

3. 500 enfants ont été enrôlés par des groupes armés.

13.700 personnes en traitement antirétroviral risquent de ne plus pouvoir prendre leurs médicaments à cause des risques d'interruption de la chaîne d'approvisionnement.

Moins de 20% des structures médicales du pays sont opérationnelles.

Tel est le tableau de la situation humanitaire engendrée par l'insécurité.

C'est dans ce contexte que la communauté internationale s'est engagée à voler au secours de la RCA.

Ainsi **3 652** militaires et civils devront constituer la Mission Internationale de Soutien à la Centrafrique (MISCA) sous conduite africaine. Elle prendra la relève de la Force Multinationale d'Afrique Centrale (FOMAC) déjà présente dans le pays depuis plusieurs années sous différentes appellations. C'est ici l'occasion au nom de mon pays de remercier le Cameroun, le Congo, le Gabon, la République Démocratique du Congo et le Tchad qui sont pour le moment les seuls contributeurs en troupes de cette force. Je forme le vœu que d'autres pays africains suivent leur exemple comme le Burundi qui s'apprête à envoyer un bataillon de 450 hommes.

Monsieur le Président,

Je souhaite voir la communauté internationale redoubler d'effort et continuer à accompagner la République Centrafricaine dans la recherche d'une paix durable.

C'est le lieu ici de saluer l'appel pressant de tous les Etats pour une implication plus accrue des Nations-Unies dans la résolution de la crise en République Centrafricaine. Sachant que la République Centrafricaine est un Etat en déliquescence, cet appel résonne pour nous comme une demande d'assistance à peuple en danger, un geste de solidarité fort.

C'est pour cela qu'il est urgent de rendre opérationnelle la Mission Internationale de Soutien à la Centrafrique (MISCA), placée sous l'égide de l'Union Africaine (UA) qui doit prendre le relais de la Force Multinationale de l'Afrique Centrale (FOMAC).

Compte tenu de l'échelle de violence, de l'étendue des dégâts, cette force multinationale doit bénéficier d'un mandat clair et ferme du Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations Unies avec pour mission la sécurisation, la pacification du pays et la protection des populations civiles.

C'est à la communauté internationale qu'incombe le devoir de la doter de moyens financiers, matériels et logistiques afin de relever les nombreux défis auxquels mon pays est confronté.

Les défis à relever sont évidents et considérables. Outre la sécurisation du pays, l'organisation des élections, la restauration de l'administration ou encore les réformes judiciaires, économiques et sociales faisaient déjà partie de la Feuille de route définie à Libreville.

Ces impératifs sont toujours d'actualité alors que la population a abordé la saison des pluies dans un état de dénuement total. La situation humanitaire déjà critique, s'est encore détériorée comme en témoigne le nombre important de déplacés internes qui oscille entre 1500 000 et 1600 000 personnes. La prolifération des armes à Bangui, la dégradation de la situation humanitaire et du climat social sont de nature à compromettre le bon déroulement de la transition. Face à l'avalanche des problèmes, le Gouvernement d'Union Nationale de Transition doit définir des priorités en matière sécuritaire, humanitaire, budgétaire et politique.

Pour réussir à stabiliser et pacifier le pays, nous devons réinventer un nouveau programme de désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR) et repenser la réforme du secteur de la sécurité (RSS) car la sécurité est la clé de voûte de la transition et le besoin d'approches innovantes adaptées aux réalités centrafricaines n'a jamais été aussi fort.

Nous ne parviendrons pas à surmonter ces défis sans une quadruple aide : financière, technique, matérielle et humanitaire.

Les partenaires ont le devoir d'accompagner cette transition en fournissant un appui budgétaire d'urgence et en mettant leurs compétences à notre disposition, Monsieur le Président,

La présente session de l'Assemblée Générale de l'ONU m'offre, une fois de plus, l'opportunité de plaider auprès des Institutions internationales pour les encourager à s'engager effectivement pour un accompagnement fort, d'une expertise de qualité avec un seul point d'entrée selon la règle de coordination, de complémentarité, de cohérence et de transparence.

Un échec de la transition rendra la RCA impossible à gouverner et donnera inéluctablement naissance à une zone grise au cœur du continent africain. Plusieurs groupes armés étrangers sont déjà installés en République Centrafricaine. Les combattants de l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) sont présents dans le Sud-Est du pays depuis 2008 et y ont massacré plusieurs centaines de personnes, violé des dizaines de femmes, enlevé des milliers d'enfants, incendié des villages entiers. La région de la Vakaga est traversée par de nombreux trafiquants et braconniers originaires des pays voisins, dont le Soudan. Si l'Etat centrafricain s'effondre, de nouveaux réseaux criminels et terroristes pourraient s'implanter dans le pays et déstabiliser toute la région.

Dans la mesure où la stabilité de l'Afrique Centrale est aussi une préoccupation majeure de la Communauté internationale, celle-ci doit aller au-delà des réponses à minima et des engagements en demi-teinte qui caractérisent trop souvent l'encadrement international des transitions politiques.

Monsieur le Président

Madame Valérie AMOS Sous-Secrétaire Générale des Nations Unies en charge des affaires humanitaires et Madame Kristalina GEORGIEVA Commissaire Européenne à l'aide humanitaire et à la réponse aux crises s'étaient rendues au mois de juillet 2013 dans mon pays et elles avaient rendu visite aux populations sinistrées de la ville de KAGA-BANDORO. A leur retour à Bangui, elles m'avaient raconté la scène poignante qu'elles avaient vécues. Elles avaient rencontré une femme qui avait perdu tout espoir et qui se demandait pourquoi le monde avait abandonné son pays. Cette rescapée lançait un cri de détresse en ces termes : « ne nous abandonnez pas ». Mais cette voix était aussi celle de millions d'autres centrafricains qui appellent au secours.

Monsieur le Président,

Si la crise dans mon pays est nationale, sa solution dans sa quadruple dimension militaire, sécuritaire, humanitaire et financière ne peut qu'être internationale. Il n'y a pas d'alternative à court terme à une implication totale de la communauté internationale pour sauver la RCA.

Le 19 Septembre dernier à Bamako, le Président français François HOLLANDE déclarait : « lorsque le droit est bafoué, lorsque des femmes et des enfants sont massacrés, c'est là que la communauté internationale doit se lever et assurer la solidarité ».

Oui, le moment est venu aujourd'hui pour la communauté internationale de se lever pour sauver la République Centrafricaine. Elle l'a fait pour le Mali. Il n'y a pas de raison qu'elle s'abstienne de le faire pour mon pays. Le peuple centrafricain ne comprendrait pas cette solidarité internationale à géométrie variable.

C'est aujourd'hui plus que jamais qu'il faut agir sans hésitation pour assister un peuple en danger.

C'est aujourd'hui plus que jamais qu'il faut mobiliser tous les moyens déjà utilisés ailleurs pour conjurer l'irréparable.

Le cri de détresse de cette pauvre femme de KAGA BANDORO adressée à Madame Valérie AMOS et à Madame Kristalina GEORGIEVA est celui de 4.600.000 centrafricains vis-à-vis de la communauté internationale et ce cri de détresse résonne comme une ultime requête à la conscience universelle.

C'est sous vos yeux que se joue une tragédie humaine et qui appelle une réaction urgente.

Chaque jour qui passe appelle son lot de sang versé, de femmes violées, de mineurs enlevés et de milliers de personnes déplacées ou exilées.

Alors, c'est aujourd'hui plus que jamais qu'il faut agir pour les populations civiles de mon pays. Si rien n'est fait aujourd'hui, demain il sera trop tard. Et la communauté internationale ne pourra plus, face à l'Histoire, s'exonérer de ses responsabilités politiques et morales.

Je vous remercie.